



PÉTITION POUR LA BAISSÉ DES CRÉDITS MILITAIRES DE LA FRANCE



Monument aux morts de la guerre 14/18 de la commune de Gentioux (Creuse)

PRESENTATION (pétition au dos):

Les quinquennats se suivent et les gouvernements successifs poursuivent les mêmes politiques. Les dépenses publiques et sociales sont rognées, sacrifiées, à commencer par l'hôpital, l'école ou les maisons de retraites pour renflouer les profits des capitalistes et des riches. Les services publics sont démantelés et livrés au privé. Tous les budgets publics sont frappés, sauf un : la défense.

Cette situation est révoltante et alarmante dans le contexte national et international. **La richesse produite par les travailleurs est détournée pour gaver les marchands de canons et aggraver les menaces de guerre dans le monde.**

Avec l'avènement de Macron, le ministère de la défense a été renommé « ministère des Armées ». Ce n'est pas un détail.

La loi de programmation militaire prévoit, d'ici 2025, une augmentation de 1,7 milliard d'euros par an des crédits militaires, soit 300 milliards d'euros de dépenses sur 7 ans.

La Cour des comptes elle-même estime que les dépenses militaires dépassent déjà largement les 2% du PIB. Car les dépenses liées aux « opérations extérieures » ne sont pas intégrées dans le budget de l'armée mais prélevées directement sur les autres budgets publics.

Nous appelons les travailleurs et le peuple de France à casser le consensus militariste qui englobe la « gauche » et même une bonne part de la « gauche de la gauche ».

La hausse des crédits militaires à 2% du PIB est injustifiable qu'on l'impute à l'OTAN, Trump, à l'Union européenne ou à l'impérialisme français. Nous combattons tous ces alliés, dans les politiques de domination et guerre, de la même façon.

La crise coréenne devrait avoir fini de démolir les illusions propagées l'idéologie dominante sur la « dissuasion nucléaire ». Combattre le péril atomique implique de combattre, dès à présent, sans attendre la signature supranationale, peu imaginable, du Traité d'interdiction des armes nucléaires (pour lequel nous militons), dans chaque pays, et notamment en France de **mettre en cause l'existence même d'un arsenal nucléaire**. Et cela ne peut se faire, comme le font tels ou tels lobbys d'armement, pour diriger de l'argent vers d'autres armes de destructions massives.

Depuis la fin de la « guerre froide » en 1989/1991, les dépenses militaires dans le monde ont crû plus que jamais atteignant 1800 milliards de dollars par an. La fin du « camp socialiste », quelles que soient les appréciations de sa gestion interne, a mis fin à une « détente » internationale, aggravé les convoitises des puissances dominantes sur les pays plus faibles, aggravé les dangers de guerre impérialiste.

Sarkozy, puis Hollande et Fabius, et maintenant Macron, ont accentué le rôle de mercenaire de l'impérialisme occidentale de l'armée française. Ils ont mis de l'huile sur le feu en Libye, Afrique noire, en Syrie, au Proche-Orient. La crise migratoire, notamment, est notamment issue de cette politique désastreuse. En Grèce, le « gauchiste » Tsipras préfère renforcer sa collaboration avec les armées impérialistes américaine et israélienne plutôt que d'acheter des canadiens pour protéger les banlieues d'Athènes des incendies.

Nous devons et pouvons agir, en France contre ces politiques. Dans quelques semaines, on va commémorer à grand bruit le centenaire de la fin de la première guerre mondiale.

Allons-nous laisser les célébrations du 11 novembre 2018 être détournées vers la propagande des impérialistes de l'UE,

héritiers directs des auteurs de guerre de 1914 ? A Paris 15ème, un monument des soldats français morts en « opérations extérieures » : allons-nous laisser la commémoration de la mort inutile et vaine de ces soldats, le deuil des familles, sans parler des victimes des agressions militaires françaises, être récupérés par ceux qui préparent de nouvelles guerres d'agression et de mort ?

NON ! La phrase de Jean Jaurès, assassiné en juillet 1914, reste plus juste que jamais « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ».

Comme avant 1914, la logique d'affrontement inter-impérialiste, multipliant les zones « chaudes » sur la planète, s'aggrave entre puissances de nature différente mais qui, toutes, suivent un mode capitaliste de développement et d'expansion (Russie et Chine comprises). Les enseignements de la 1ère guerre mondiale, qui devait être la « der des ders », doivent être incessamment rappelés. En ce qui nous concerne, nous retenons qu'après Marx, Lénine, a montré que l'aspiration des peuples travailleurs à la paix, dans l'internationalisme, passait par la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme dans chaque pays, de son propre pays.

Avant les « Marches pour la Paix » du 22 septembre, les commémorations du 11 novembre, nous vous appelons à signer la pétition au-dos.

Pour la baisse des crédits militaires de la France

L'argent pour l'hôpital et l'école, pas pour la guerre ! « Pas un sou pour la guerre impérialiste » !

Cette pétition n'engage pas l'ensemble de la direction du PCF. Elle est lancée par les initiateurs de la motion alternative pour le 38e congrès du PCF de novembre 2018 : « Reconstruire le Parti de classe. Priorité au rassemblement dans les luttes ».



DÉSARMER AU LIEU DE SURARMER LE MONDE ET LA FRANCE

PÉTITION

POUR LA BAISSSE DES CRÉDITS MILITAIRES DE LA FRANCE

Adressée au Président de la République, au gouvernement et à tous les parlementaires qui devront voter le budget de l'Etat, avant la commémoration du centenaire du 11 novembre 1918

Je, soussigné(e), demande :

- ➔ La sortie de la France de l'OTAN et de toute politique militaire intégrée de l'Union européenne du capital
- ➔ La (re)nationalisation des industries d'armements, leur orientation stricte vers la défense nationale avec perspective de reconversion vers le civil
- ➔ Le retour en France de tous les soldats déployés dans les OPEX
- ➔ Le démantèlement progressif, unilatéral, des programmes français d'armement nucléaire, et d'autres armes de destruction massive
- ➔ Le renoncement, dès 2019, à l'augmentation de 1,7 milliard d'euros par an, jusqu'en 2025, et, au contraire, la baisse des crédits militaires
- ➔ La réorientation de cet argent vers les politiques sociales, notamment l'hôpital, la prise en charge des personnes dépendantes, l'école et la coopération avec les pays moins développés.

Nom, prénom	Adresse postale, mail	Qualité/entreprise	Je souhaite que ma signature apparaisse sur internet	Signature

Pétition à l'intention d'Emmanuel Macron, d'Édouard Philippe et des parlementaires.
à renvoyer à PCF Paris 15 qui transmettra, PCF, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS; pcfparis15@orange.fr